

.....

Avis n°14-82958 publié le 28/05/2014

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <http://www.boamp.fr/avis/detail/14-82958/officiel>

Avis de marché

Département de publication : 75

Annonce No **14-82958**

Services

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : Ministère des Affaires étrangères.

Correspondant : M. Nau Alexandre, rédacteur, 27 rue de la convention 75015 Paris Cedex 15 tél. : 01-43-17-63-13 courriel : alexandre.naud@diplomatie.gouv.fr adresse internet :

[https://www.marches-](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=155803&orgAcronyme=c8v)

[publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=155803&orgAcronyme=c8v](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=155803&orgAcronyme=c8v)

Objet du marché : réaliser l'évaluation des actions de coopération entre la France et l'Afrique dans le domaine statistique . Il s'agit d'une évaluation conjointe (Dgm/Insee) qui constituera la base de la redéfinition de la stratégie française dans le domaine statistique traduisant ainsi la volonté de la coopération française de renforcer son action en vue de la réalisation des objectifs de développement post-2015, dans la mesure où le renforcement des capacités statistiques figure parmi les priorités internationales pour la mise en oeuvre de ces objectifs, particulièrement en Afrique.

Lieu d'exécution : France et étranger.

Lieu de livraison : France, 75015 Paris Cedex 15.

Caractéristiques principales :

évaluation des actions de coopération entre la France et l'Afrique dans le domaine statistique

Prévoir une mission au Mali et vraisemblablement Cameroun, en Côte d'Ivoire et au Sénégal

Refus des variantes.

Durée du marché ou délai d'exécution : 12 mois à compter de la notification du marché.

Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services) : 15 juillet 2014.

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

l'évaluation sera confiée à une équipe de consultants, qui réunira les compétences mentionnées ci-dessous qui seront appréciées de la manière suivante :

- Une forte expérience en évaluation des politiques publiques et notamment de l'aide au développement et de la coopération internationale.
- Une bonne connaissance des systèmes et des outils de production et d'analyse de la statistique publique, ainsi que de formation statistique et économique, dans les PED
- Une connaissance approfondie des modalités et des instruments de la coopération française avec l'Afrique.

afin de s'assurer de la qualité et de la validité des résultats de l'évaluation (lien entre les observations, les constatations, les jugements portés et les conclusions et recommandations), il est demandé aux évaluateurs de présenter clairement les méthodes d'investigation et d'analyse qu'ils envisagent de mettre en place pour répondre aux exigences de cette évaluation.

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- compréhension générale, démarche méthodologique et organisation de l'expertise : 40 %;
- qualification et composition de l'expertise : 45 %;
- offre financière : 15 %.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 24 juin 2014, à 16 heures.

Délai minimum de validité des offres : 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : MAE-DGM-01-2014.

Renseignements complémentaires : les candidats sont invités dans leurs offres à :

- Présenter une offre méthodologique et une proposition financière, cette dernière établie sur le modèle de bordereau des prix joint en annexe du Ccap.
- Indiquer clairement les fonctions de chaque membre de l'équipe et identifier un chef d'équipe ;
- Classer les références des experts proposés (CV de 4/5 pages maximum) ;
- Préciser pour chaque membre de l'équipe proposée les tâches qui lui seront confiées et le nombre total de jours/expert prévu. A cet effet, un tableau de répartition des jours-experts par membre de l'équipe et par principale étape des travaux sera obligatoirement établi ;
- Proposer un chronogramme en indiquant la disponibilité du prestataire sur la période couvrant les six mois suivant la remise de l'offre.

-principe de distanciation (charte de la société française d'évaluation)

l'évaluation est conduite de façon impartiale. Les personnes participant à l'évaluation à titre professionnel informent les autres partenaires de tout conflit d'intérêt éventuel.

le processus d'évaluation est conduit de façon autonome par rapport aux processus de gestion et de décision. Cette autonomie préserve la liberté de choix des décideurs publics.

-pendant la durée de la consultation toutes les questions doivent être posées via le site de la Plateforme des achats de l'état.

-les candidats sont invités à présenter leur offre technique et financière par voie électronique via le site de la Plateforme des achats de l'état, sur www.marches-publics.gouv.fr. Recherche avancée - référence : Mae-Dgm-01-2014. Copie de sauvegarde identifiée comme telle est acceptée

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance (www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/ ou l'équivalent européen). Un certificat conforme au RGS V2 (2 étoiles) en cours de validité et agréé est indispensable. Les candidats se procurent au moins 15 jours avant la date limite de remise des plis. Si un candidat signe électroniquement son pli avec un outil autre que la PLACE (Plate-Forme des Achats de l'état), il donne un moyen n'étant pas sous son contrôle pour vérifier la validité de sa signature.

la personne habilitée à engager la société signe avec son certificat électronique l'acte d'engagement original (CCAP rempli et signé dans les conditions citées plus haut et DC 4 en cas de sous-traitance). Elle signe aussi les éléments de candidature. L'offre électronique ne respectant pas ces préconisations est rejetée. L'acte d'engagement (Ccap) peut être re-matérialisé pour signature de l'administration. Dépôt accepté en .doc, xls, pdf, pps ou Open Office. Macros et fichiers.exe interdits. Si virus, pli rejeté. Le candidat prend garde à tester la configuration de son poste et à tester le dépôt d'un pli test (jusqu'à confirmation de dépôt par la plate-forme) au moins un jour avant la date limite de remise des plis. En cas de soucis technique, il contacte le numéro d'assistance. Si de multiples envois sont reçus, seul le dernier pli réceptionné (autre que la copie de sauvegarde) est ouvert.

après ouverture des plis, conformément aux dispositions de l'article 28 du Code des marchés publics, le Ministère des affaires étrangères et du développement international se réserve la possibilité d'entamer une négociation en deux (2) tours avec les trois (3) candidats les mieux notés.

l- le CCAP complété et signé,

- l'offre technique et financière,

- les CV professionnels des experts qui seront affecté à cette évaluation,

- les références du candidat (personne morale) (courte description de prestation similaires précisant si le candidat était le responsable ou membre de l'équipe),

- tout document qui jugera nécessaire.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 28 mai 2014.

Adresse à laquelle les offres/candidatures/projets/demandes de participation doivent être envoyés :

adresse internet :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/index.php?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=155803&orgAcron>

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus :

adresse internet :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/index.php?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=169291&orgAcron>



BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics